

Unité départementale de l'Ain  
23 rue Bourgmayer  
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 08 septembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **SIEGFRIED St-Vulbas SAS**

Parc industriel de la plaine de l'Ain (P.I.P.A.)

530 Allée de La Luye

01150 Saint-Vulbas

Références : 20250610-RAP-PRICAE1

Code AIOT : 0006102267

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 juin 2025 dans l'établissement SIEGFRIED St-Vulbas SAS implanté au 530 Allée de La Luye à Saint-Vulbas.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale « gestion des premières heures d'un incident ou d'un accident – volet pertes d'utilités ».

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIEGFRIED St-Vulbas SAS
- Parc industriel de la plaine de l'Ain (P.I.P.A.) - 530 Allée de La Luye - 01150 Saint-Vulbas
- Code AIOT : 0006102267
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SIEGFRIED est un fabricant à façon de principes actifs pharmaceutiques et d'intermédiaires pharmaceutiques.

L'établissement est réglementé par arrêté préfectoral du 09 décembre 2010 modifié, il est classé SEVESO seuil haut et IED.

**Thèmes de l'inspection :** Action Nationale 2025 (AN25) : Perte d'utilités.

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai <sup>(1)</sup>
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Dispositifs de secours	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective,	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délai <sup>(1)</sup>
	électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	04/10/2010, article 56	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la lettre de suites

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société SIEGFRIED à Saint-Vulbas (01) a mis en place les moyens opérationnels pour faire face à une perte de l'alimentation électrique pendant plusieurs dizaines d'heures.

L'exploitant doit formaliser les dispositions prises automatiquement en cas de perte de l'électricité et les procédures associées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les plans de ses installations électriques : <ul style="list-style-type: none"> <li>plan de distribution 20 000 V avec 2 arrivées haute tension,</li> <li>2 transformateurs de 20 000 V à 400 V, secourus par 2 groupes électrogènes,</li> <li>plan des installations alimentées par la basse tension.</li> </ul> <p>Par défaut, le site est alimenté par la ligne haute tension des Taches.</p> <p>La bascule sur l'arrivée sud (les Bouilloux) est réalisée manuellement par le personnel d'Enedis.</p> <p>L'exploitant a ensuite présenté les autres utilités et leurs modes de fonctionnement dégradés :</p>

- l'URE (oxydeur thermique / générateur de vapeur) – non secouru,
- l'azote d'inertage (secouru par un tanker d'azote sur sécurité positive),
- la production d'air comprimé.

Le site fonctionne 24/24, 7 jours sur 7. En cas de coupure d'électricité (dite « black »), le personnel s'en rend compte par un arrêt des machines et du bruit.

Une alarme sur les postes de supervision indique que l'alimentation en 400 V est perdue.

Les écrans de supervision sont ensuite en « sapin de Noël », affichant les alertes des appareils ayant été arrêtés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

### Prescription contrôlée :

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

### Constats :

En cas de perte de l'électricité, les installations de production s'arrêtent et devront être redémarrées manuellement (soit pendant le « black » soit à la fin de l'incident).

La majorité des vannes et MMR sont en sécurité positive.

En particulier, les installations suivantes ne sont pas secourues :

- la chaudière,
- l'URE (oxydeur thermique),
- l'air comprimé - les vannes peuvent être pilotées par l'azote en situation dégradée,
- la production s'arrête (arrêt de l'alimentation en produits entrants).

Si les moyens de communication sont coupés, l'exploitant dispose de talkies-walkies ATEX.

En cas de perte des utilités, les cadres (ou cadre d'astreinte de nuit) et les chefs de quart font un point de situation en salle de crise pour identifier les priorités. Si la situation arrive de nuit, le POI est déclenché.

Les productions ayant besoin de refroidissement ou d'agitation sont identifiées afin de redémarrer ces installations. En cas de besoin, le responsable HSE consulte les TMRad des réactions afin d'identifier les délais et risques d'emballement.

Les coordonnées d'Enedis figurent dans le POI pour connaître la durée d'indisponibilité.

### Demande de l'inspection des installations classées :

L'exploitant a présenté une « check-list » des installations électriques à redémarrer, par ordre de priorité. Cette liste date du 25 octobre 2016 et certaines installations ont changé depuis cette date. **L'exploitant doit mettre à jour cette check-list.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Délai :** 3 mois

### N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> [... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.  Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
<b>Constats :</b> En fonctionnement normal, en cas de perte d'électricité, les onduleurs prennent le relais des installations critiques le temps du démarrage du groupe électrogène. Les onduleurs ont une autonomie annoncée de 20 minutes, l'exploitant estime qu'ils ont une plus grande autonomie. Les installations sur onduleur sont : <ul style="list-style-type: none"><li>• le TGBT,</li><li>• l'informatique et les automatismes en production (dont les MMRI),</li><li>• les serveurs,</li><li>• les appareils d'analyse en laboratoire,</li><li>• la pomperie (sprinkler, maintien du froid),</li><li>• la pompe des événements.</li></ul> Les explosimètres sont sur batterie.  Lors de l'inspection, les phénomènes dangereux et les barrières s'opposant à une fuite de phosgène dans le local générateur de phosgène sont regardés spécifiquement. Les MMRI permettant l'extraction puis l'absorption sont secourues par le groupe électrogène. En cas de défaillance du groupe électrogène, les gaz toxiques devraient rester dans l'enveloppe bunkerisée du local.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.  L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"><li>– les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des</li></ul>

dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### **Constats :**

En cas de coupure d'électricité, les installations se mettent automatiquement en repli, sans délai. Le groupe électrogène permet le maintien des fonctions essentielles (sécurité et laboratoire).

Lors d'un « black », la production s'arrête totalement, y compris l'agitation et le refroidissement. Ces fonctions sont reprises et décidées au cas par cas par le cadre ou par le cadre d'astreinte.

L'exploitant indique que les produits fabriqués sur ce site ont tous un niveau de criticité inférieur à 4 sur le diagramme de Stoessel. Ainsi, il a le temps, en cas de perte totale du refroidissement ou de l'agitation, de prendre des dispositions. Les documents décrivant les réactions chimiques et risques d'emballement thermiques sont détenus par le responsable HSE.

Le site de Saint-Vulbas a subi 2 micro-coupures en juin 2025 et en a fait un retour d'expérience. Un exercice POI inopiné sur ce thème est prévu par le responsable HSE le 25 juin 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.  Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.  L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).  Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.
<b>Constats :</b> Du personnel est présent sur site 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et peut assurer la surveillance des installations. Les installations de production restent contrôlées et les alarmes sont reportées sur les postes de supervision.  Le groupe électrogène doit assurer une autonomie d'environ 47 heures. S'il est défaillant, l'exploitant a conservé son ancien groupe et il pourrait procéder au branchement (manuel, en quelques heures).  L'ensemble des capacités sous pression dispose de disques de rupture ou de soupape qui seraient sollicitées en cas de « black out » total (sans groupe électrogène).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas de procédure ou de fiche (consigne, fiche POI...) indiquant les mesures à prendre en cas de coupure électrique. L'exploitant connaît les équipements secourus mais n'a pas formalisé de liste de ces équipements.
<b>Demande de l'inspection des installations classées :</b> L'exploitant doit mettre en place une procédure ou une fiche (consigne, fiche POI...) reprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>– la liste des équipements secourus ;</li> <li>– la liste des équipements non secourus ;</li> <li>– les actions automatiques déclenchées en cas de « black » ;</li> <li>– les actions à mettre en place en cas de coupure électrique (longue ou courte), avec démarrage du groupe électrogène ou non et les interlocuteurs concernés.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Délai :</b> 3 mois

#### N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel.
<b>Constats :</b> Le groupe électrogène est alimenté par une cuve enterrée de 15 m <sup>3</sup> . L'exploitant a évalué la consommation du groupe à 300 l/h, soit une autonomie de 47 heures. Il peut aussi trouver sur son site quelques stockages de gazole pour réalimenter la cuve.  Les onduleurs sont conçus pour avoir une autonomie de 30 minutes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.  Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.



Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.

**Constats :**

L'exploitant présente les différents éléments permettant le maintien de l'énergie sur le site :

- les onduleurs ont tous été remplacés en 2003, ils sont modulaires et redondants. Ils sont contrôlés annuellement sur la base d'un contrat de maintenance. Le dernier contrôle a été réalisé le 19/08/2024.
- la détection incendie est sur batterie. Ces batteries et leur capacité sont contrôlées tous les semestres par un organisme extérieur. Les batteries sont remplacées de manière préventive. Le rapport de contrôle du 04/11/2024 a été présenté à l'inspection des installations classées ;
- le groupe électrogène est démarré tous les mois et le niveau du fioul est contrôlé. La cuve était remplie à plus de 90 % le jour de l'inspection ;
- le TGBT fait l'objet d'un entretien complet tous les 4 ans. Le dernier contrôle date du 01/08/2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite